

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/AG/NG/W/162

6 avril 2001

(01-1759)

Comité de l'agriculture
Session extraordinaire

Original: espagnol

SEPTIÈME SESSION EXTRAORDINAIRE DU COMITÉ DE L'AGRICULTURE 26-28 MARS 2001

Déclaration de la Colombie

Bilan de la première phase

Pour la Colombie, le bilan de cette première étape des négociations est positif. Nous avons examiné 44 propositions de négociation, plus de 90 déclarations ont été distribuées et le Secrétariat a élaboré une trentaine de documents. Des propositions de toute sorte ont été présentées: des plus timides, qui contiennent peu d'initiatives en faveur de la réforme et semblent marquer un recul, aux plus ambitieuses, dont l'objectif ultime est la libéralisation totale et définitive du secteur agricole, en passant par celles qui proposent des réductions modérées de la protection et des subventions.

Cette série de propositions constitue un défi singulier pour le système commercial multilatéral et pour les pays Membres de l'OMC: il s'agit de veiller à ce que ces négociations débouchent sur la création de conditions homogènes et sur un secteur agricole plus équitable et axé sur le marché. Il ne saurait y avoir d'objectif distinct.

De la phase qui vient de s'achever nous retiendrons, entre autres choses, ce qui suit:

- a) à quelques exceptions près, la volonté générale de réformer et de libéraliser le secteur agricole, qui ressort clairement de la plupart des propositions présentées. Bien que certaines approches soient moins ambitieuses que d'autres, il semble y avoir un objectif commun: réduire les distorsions causées au secteur agricole par les subventions et la protection;
- b) la volonté de négocier dont fait preuve l'un des Membres de l'OMC qui protègent et soutiennent le plus fortement leur agriculture;
- c) l'importante participation des pays en développement, par d'excellentes propositions de négociation et par des interventions actives tout au long des sessions extraordinaires;
- d) l'appel lancé par de nombreux pays en développement pour que de nouveaux éléments soient incorporés au traitement spécial et différencié et pour que celui-ci soit pris en compte dans les négociations, ainsi qu'il est prévu dans le préambule et à l'article 20 de l'Accord sur l'agriculture;
- e) l'idée d'inclure dans les négociations de nouveaux thèmes qui ne relèvent pas de l'Accord et qui tendent à introduire des facteurs de distorsion dans le commerce des produits agricoles sans qu'il soit tenu compte de leurs effets négatifs, en particulier pour les pays en développement;

./.

- f) l'excellent travail du Secrétariat, dont les documents d'information ont été essentiels au déroulement des discussions de cette première phase et, sans aucun doute, contribueront aussi aux travaux techniques qui débiteront bientôt;
- g) le travail du Président du Comité, que nous tenons à féliciter et à remercier pour les efforts sans relâche qu'il a déployés tout au long de l'année écoulée et qui ont permis de mener à bon terme cette première phase des négociations.

Nous devons donc, au cours de la deuxième phase, mettre à plat toutes ces propositions par des travaux techniques transparents, non exclusifs et qui prennent en compte de manière équilibrée les intérêts de tous les Membres, en particulier des pays en développement.

La question du traitement spécial et différencié et les autres questions intéressant les pays en développement sont essentielles. Dans cet ordre d'idées, il faudrait que les travaux techniques soient l'occasion d'aborder, par exemple, les questions suivantes: amélioration des possibilités d'accès aux marchés pour les produits qui intéressent les pays en développement, en particulier les produits tropicaux et ceux qui remplacent les cultures illicites, établissement de modalités différenciées pour les engagements en matière d'accès aux marchés et la sauvegarde spéciale pour les pays en développement.
